

DECISION MUNICIPALE

N°2023_098,

Objet : Demande de subventions relatives aux travaux de préservation du Bateau Ivre par toitures temporaires

Le Maire de SAINT-MARCELLIN,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122.22.

Vu la délibération N°2020_040 en date du 17 juillet 2020 par laquelle le Conseil Municipal de Saint-Marcellin a délégué à son Maire sans aucune réserve et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard de toutes matières énumérées à l'article susvisé,

Considérant la nécessité d'entreprendre des travaux pour pallier à la dégradation des édifices du Bateau Ivre (maison et atelier, classés Monument Historique) par les infiltrations d'eau de pluie,

Considérant le rendu de l'étude confiée à Claude SALERNO Architecte et le chiffrage de l'opération à 63 230 € HT – 75 876 € TTC,

Considérant les dispositifs d'aide financière proposés par la Région Auvergne Rhône-Alpes et par le Département de l'Isère,

DÉCIDE

Article 1^{er} :

de solliciter l'octroi de subventions pour les travaux d'urgence par toitures provisoires sur les bâtiments du Bateau Ivre auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles au titre du plan de préservation et mise en valeur du patrimoine régional d'une part et de la dotation départementale pour la préservation et la valorisation du patrimoine d'autre part.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Dépenses		Recettes		
Objet	Montant € HT	Financier	Taux	Montant €
Maitrise d'œuvre	7 765 €	Région AURA	20 %	12 646 €
Travaux	55 465 €	Département Isère	25 %	15 808 €
		Autofinancement	55 %	34 776 €
TOTAL	63 230 €	TOTAL		63 230 €

.../...

DECISION MUNICIPALE

N°2023_098, suite.

Article 2. :

Madame la Directrice Générale des Services de la ville de Saint-Marcellin est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera rendue exécutoire après publication et transmission du représentant de l'Etat dans le département.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Saint-Marcellin, le 5 octobre 2023.

**Le Maire,
Raphaël MOCELLIN**



Rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 06 octobre 2023
Et publication le 06 octobre 2023